

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 29 janvier 2024 - 1,50 €

N° 68

Agriculteurs

Gabriel Attal, derrière une botte de paille dans une cour de ferme, a montré l'habileté qu'on commence à lui connaître. Ce 27 janvier, il n'a pas « voulu dire aux agriculteurs comment faire leur métier », mais « comment on va laisser les agriculteurs faire leur métier ». D'ailleurs, il n'était pas venu les mains vides, annonçant, entre autres, la fin de la hausse de la taxe sur le GNR [gazole non routier] et un certain nombre d'aides et de simplifications. Dès le lendemain, il a demandé que, « dans tous les départements de France, les préfets réunissent les agriculteurs pour regarder, norme après norme, ce qu'on peut simplifier ». Tandis que la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs appelaient à un « siège de la capitale » le lundi à partir de 14 heures « pour une durée indéterminée » et à d'autres blocages, il voulait se placer au cœur du problème, reconnaissant qu'« on n'a pas répondu encore [...] à ce qui constitue le malaise et le mal-être de nos agriculteurs aujourd'hui ».

Le chef du gouvernement a su signifier que le problème ne s'avérerait pas qu'économique. Pourtant, comme pour les Gilets jaunes il y a cinq ans, les difficultés des uns et des autres n'ont vraiment été prises en considération que lorsqu'elles ont commencé à verser dans l'action mus-

clée. Certes, de même qu'il y a plusieurs sortes d'agriculture, les agriculteurs ne se ressemblent pas tous et ne vivent pas de la même manière. Mais, pour contrastés qu'ils soient, comme leurs terroirs, leurs divers destins se trouvent confrontés aux mêmes problèmes : baisse des rendements, dérèglement climatique, normes environnementales accumulées, travail administratif aussi en augmentation et concurrence souvent biaisée par le libre-échange – le 24 janvier, la commission du commerce international au Parlement européen a approuvé un nouveau traité avec le Chili.

Or, si les Français demeurent attachés à leurs paysans car ils vivent dans un pays de vieille tradition agricole, beaucoup n'ont pas vraiment saisi l'ampleur de la transformation et de la modernisation des exploitations et, donc, des exploitants, quelles que soient leurs tailles et leurs spécialités. Ils ne voient pas toujours que leur alimentation quotidienne, à laquelle pourvoient les agriculteurs, s'est éloignée du modèle traditionnel, avec l'instauration de toutes sortes de fast food et la banalisation de beaucoup de produits importés. Du coup, le monde rural est mécon-

nu et ignoré ; tout au plus commence-t-on à se rendre compte que les paysans d'aujourd'hui entretiennent presque seuls le paysage,



SOMMAIRE

P. 1 Agriculteurs. P. 2 Blocages. – Un combat courageux. P. 3 Lectures. P. 4 Agriculteurs (2). P. 5 Immigration ou robotisation ? P. 6 Saint-Valentin. P. 7 Chœrz étudianz. P. 8 Israël. – États-Unis. P. Eau. P. 10 Eau et changement climatique. P. 11 Réarmement. P. 12 Théâtre : *Les diaboliques*. – Dessins de Chaunu.

■ **Nouvelle Calédonie** : Les trois usines de transformation du nickel sont menacées de fermeture alors que plus de 5 000 emplois directs de l'île dépendent de l'extraction et du traitement de ce minerai. Sous l'effet de la concurrence – sino-indonésienne, argentine, gabonaise... – les prix de vente directe des minerais ont chuté de 45 % en 2023. Mais la vente de minerai brut reste rentable malgré la situation isolée de l'île et les frais de transport. En revanche, les coûts de transformation néo-calédoniens dépendent d'une énergie et d'une main-d'œuvre plus chères. Une grève ne gênant pas la production a mobilisé plusieurs centaines de mineurs le 25 janvier.

■ **Immigration** : Le Conseil constitutionnel a censuré, le 25 janvier, totalement ou partiellement trente-deux articles – sur quatre-vingt-six – du texte récemment voté par le Parlement, la plupart parce qu'il a estimé qu'ils contenaient des « cavaliers » (propositions sans rapport suffisant avec le sujet principal de la loi). Certains éléments, négociés par la majorité avec le parti d'opposition Les Républicains afin d'obtenir son vote, ont ainsi été annulés ou édulcorés. Le président a promulgué la loi le 26 janvier depuis New Delhi (Inde) où il était en voyage officiel. Le patron des députés républicains Éric Ciotti et le patron des sénateurs républicains Bruno Retailleau ont appelé à une réforme constitutionnelle pour rendre au Parlement la liberté de légiférer, dont ils estiment qu'elle a été confisquée par le Conseil constitutionnel et le président de la République. Le 25 janvier le ministère

alors que les deux mots partagent la même origine, le pays.

Sur le plan politique, Gabriel Attal a réussi à faire oublier l'affaire Amélie Oudéa-Castéra qui avait asphyxié ses débuts à Matignon. Mais il lui va falloir aussi traiter l'immigration, même si le chef de l'État a cru pouvoir affirmer péremptoirement à Jaipur : « *On veut 30 000 étudiants [indiens] pour 2030, donc il faut y aller. On veut avoir plus d'étudiants indiens en France* ».

Jean-Gabriel Delacour

Blocages

Y penser toujours et n'en parler jamais : toutes sortes de mécontents peuvent perturber le bon déroulement des Jeux olympiques.

Gérald Darmanin a provoqué maints sourires crispés lorsqu'il a déclaré le 25 janvier qu'« *on ne répond pas à la souffrance en envoyant des CRS* ». Ce n'est pas la compassion pour la paysannerie qui inspire ces sages propos au ministre de l'Intérieur mais l'appréciation raisonnée du rapport de force.

Une compagnie de CRS aligne des hommes casqués, armés de boucliers et de matraques qui opèrent à pied. Les paysans révoltés bloquent les autoroutes avec des tracteurs et du gros matériel agricole qui assurent à chacun une position dominante, de solides protections et la capacité de pousser et de repousser les fantassins, ou de les arroser de divers produits.

Ces considérations techniques incitent les responsables du maintien de

l'ordre à la prudence. Mais ils ne peuvent s'empêcher de penser que les Jeux olympiques approchent. Les actions terroristes sont le principal danger qui pèsent sur les manifestations sportives, mais les risques de blocages ne sont pas à négliger. Plusieurs professions peuvent être tentées de faire monter la pression début juillet, afin d'obtenir une satisfaction rapide de leurs revendications.

Tout ce qui roule est donc à surveiller de près. Les paysans bien sûr, qui peuvent reprendre la route, mais aussi les routiers accablés par la concurrence déloyale ou encore les chauffeurs de taxi parisiens et le personnel de la RATP. Des négociations ont lieu avec les syndicats pour éviter les grèves mais nul n'ignore que les mouvements de contestation sont souvent lancés par des travailleurs non-syndiqués – ainsi les Gilets jaunes, et le premier blocage paysan – qui mobilisent par le biais des réseaux sociaux.

Au gouvernement et à la Préfecture de police, il ne reste plus qu'à croiser les doigts, en espérant que les mécontents et les révoltés de toutes sortes resteront chez eux pour regarder les JO à la télévision, ou partiront en vacances s'ils en ont les moyens.

Claudine Uzerche

Un combat courageux

L'agriculture fait sans doute l'objet de plus de normes encore que les autres secteurs économiques parce qu'elle est devenue l'épicentre de

l'acharnement écologique. Pour obtenir leurs subventions européennes et satisfaire aux normes de toutes sortes, les exploitants sont astreints à des formalités administratives qui leur prennent 20 à 30 % de leur temps. « *En plus du travail normal d'un chef d'entreprise*, observe le céréalier Eric Thirouin (*Les Échos* du 23 janvier), *on doit noter tous les jours ce qu'on fait sur l'exploitation, avec des textes qui changent en permanence* ». Les plantations de haies font l'objet de 14 réglementations qui, sous peine de sanctions lourdes, fixent la date des tailles et interdisent leur déplacement. Les dates de semence sont imposées et contrôlées par satellite ! Les limitations à l'utilisation de produits phytosanitaires se multiplient. Bruxelles définit les zones humides à respecter, oblige les agriculteurs à maintenir des prairies dans les zones où l'élevage s'arrête... Les agriculteurs ne sont plus maîtres de leurs affaires.

La révolte gronde partout en Europe alors que l'UE annonce un Green Deal qui ressemble plutôt pour l'agriculture à un grand enterrement. En Allemagne, les rassemblements d'agriculteurs sont massifs. Aux Pays-Bas, les fermiers se sont levés contre la décision du gouvernement libéral de réduire de 30 % au moins les cheptels et ils ont fait chuter le parti du Premier ministre aux dernières élections. En Wallonie, la contestation paysanne a été ferme contre le projet de baisser la production animale et elle a mis en difficulté le gouvernement régional. En Espagne, les paysans ont dénoncé la stupidité de l'écologisme radical...

Les agriculteurs sont peu nombreux (3 % en France) mais ils nourrissent le monde. On a besoin d'eux, ce qui leur permet de se faire entendre et de se faire aisément comprendre quand les technocrates inféodés aux écologistes par veule conformisme imposent des réglementations si excessives qu'elles réduiront significativement la production agricole et obligeront l'Europe à importer ce qu'elle ne produira plus. En réalité le monde paysan s'oppose à juste titre à la collectivisation progressive et insidieuse de tous nos métiers et de nos modes de vie. Les gouvernants de l'Europe et de ses pays membres utilisent le prétexte du réchauffement climatique pour étendre leur emprise sur la vie civile et professionnelle de tous. Le processus d'envahissement administratif de la sphère agricole se reproduit dans les domaines du logement, de la justice, de l'éducation comme dans la vie des entreprises, des hôpitaux et parfois déjà dans les familles.

Malheureusement, les agriculteurs sont aussi victimes des aides auxquelles on les a drogués. Ils sont devenus dépendants de la PAC, qui représente la plus grosse part du budget de l'Union européenne, des réductions de taxes sur le fuel, de la multiplication des subventions pour moderniser ou réparer les effets des sécheresses ou des pluies, des maladies ou des manifestations. D'ailleurs les réponses des gouvernants aux révoltes paysannes sont toujours les mêmes : + d'argent. Le gouvernement Attal évalue les aides qu'il peut promettre. Et l'État continue

ARISTOPHANE LES OISEAUX



arléa

COMÉDIE

Coucuville-les-Nuages

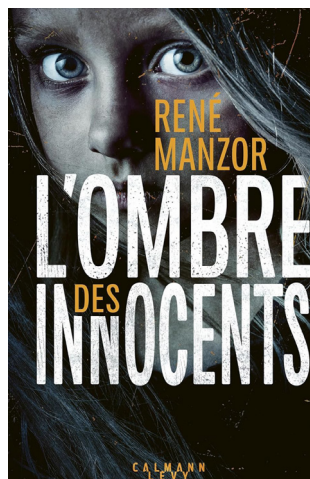
Les amoureux des textes anciens trouveront dans cette nouvelle traduction des Oiseaux du dramaturge grec Aristophane une lecture réjouissante pleine de modernité. Fuyant l'agitation de la ville et les échos lointains de la guerre, deux amis, Elvépidès et Pisthétaïros, cherchent l'endroit merveilleux où vivre en paix. Mais où poser leur baluchon ? Ils interrogent Téréla-huppe. Qui mieux qu'un oiseau survolant la Terre à tire-d'aile pour les guider ? Les voilà en route vers Coucuville-les-Nuages, la cité idéale. Là-bas les oiseaux ont remplacé les dieux et la sagesse a triomphé de la fureur. Facétieux et caustique.

« Les oiseaux », Aristophane, traduction Laetitia Bianchi, Arléa, 192 p., 10 €.

POLAR

La preuve

Marion, auteure de polars, est en panne d'inspiration mais l'actualité pourrait lui fournir matière à un best-seller. Alors qu'elle visite son éditeur, la police l'arrête pour le meurtre sauvage d'un garçon de sept ans. Elle a beau clamer son innocence, personne



ne la croit : son ADN se trouve sur l'arme du crime et l'ADN ne ment pas. Elle s'échappe du bureau du juge bien décidée à débusquer le vrai coupable d'autant que les cadavres d'enfants s'accumulent. Wim, agent d'Europol, se lance à sa poursuite.

Livre après livre, René Manzor s'affirme comme l'un des maîtres français du suspense.

« L'ombre des innocents », René Manzor, Calmann-Lévy noir, 368 p., 21,50 €.

TÉMOIGNAGE

Rendre justice

Pour la première fois, des procureurs de la République parlent de leur métier. Ces magistrats représentent le « ministère public » et à ce titre sont quasiment intouchables. Ils agissent au nom de la société et répriment les infractions en appliquant la loi. Onze d'entre eux se sont confiés au journaliste Jean-Michel Vernes. Leurs témoignages portent sur les affaires criminelles (Fourniret...), politiques (Sarkozy...), sociétales (violences conjugales...) et permettent de dresser un état de la justice en France.

« Procureurs en France », sous la dir. de Jean-Michel Verne, Robert Laffont, 240 p., 19 €.



REVUE

Robespierre

De nos jours encore, Robespierre suscite la controverse. Historia lui consacre un hors-série. Membre du Comité de salut public de la Convention, inspiré par Cicéron et Plutarque, le révolutionnaire prône la vertu civique, « l'amour des lois et de la patrie », l'intérêt général sur l'intérêt individuel. Pour les uns, il est « l'intègre ». Pour les autres « le monstre » à l'origine de la Terreur.

Parmi les sujets autres abordés : l'homme au masque de cire, Vendée, Charlotte Corday, Prairial...

« Robespierre », Historia, coll. Grand angle, janvier/février 2024, 9,90 €. En kiosque et en librairie.



de l'Intérieur indiquait que la France a délivré 323 000 premiers titres de séjour, légèrement en hausse par rapport à l'année précédente. 33 % de ces primo-arrivants viennent du Maghreb, 30 % viennent d'Afrique subsaharienne et 25 % d'Asie. Selon Gérald Darmanin le nombre des expulsions aurait été de 17 000, en hausse de 10 %.

■ **Agriculteurs :** Alexandra Sonac, une éleveuse de 36 ans et sa fille Camille, 12 ans, ont été tuées le 23 janvier par une voiture dont le conducteur avait voulu forcer à grande vitesse un barrage de manifestants sur la nationale 20 près de Pamiers (Ariège). Le père, Jean-Michel, 39 ans, a été gravement blessé. Les trois occupants du véhicule, deux hommes et une femme, sont des demandeurs d'asile arméniens, déboutés de leur demande et qui font l'objet d'une Obligation de quitter le territoire (OQTF). Seul le chauffeur, 44 ans, qui conduisait sans assurance, a été mis en examen et maintenu en détention, ce qui alimente l'incompréhension des 4 000 personnes qui ont participé à une marche blanche le 27 janvier à Pamiers.

■ **Agriculteurs :** Des véhicules blindés des forces de l'ordre étaient positionnés devant le marché de Rungis le 29 janvier afin d'empêcher un « siège de Paris » annoncé par la Fnsea et les Jeunes agriculteurs.

■ **Budget :** Selon le ministre de l'Économie le 24 janvier, le déficit budgétaire de l'État s'établirait pour 2023 à 173,3 milliards d'euros, soit 2 milliards de plus que prévu en octobre. Sport : Un rapport parle-

de subventionner les produits bio de manière indécise alors que, trop chers et souvent moins bons, ils ne rencontrent pas de succès.

La raison ne commanderait-elle pas de miser plutôt sur une agriculture plus productive comme le soutient la FNSEA ? Face aux changements climatiques et notamment à la sécheresse, les plantes transgéniques apportent de nombreuses solutions, mais la France reste particulièrement réservée à l'égard des OGM : aucune expérimentation de plante génétiquement modifiée au champ n'est autorisée en France depuis 2013. Certes, ce sont les écolos qui s'opposent aux réserves d'eau, aux élevages de volailles, aux OGM..., mais les contraintes normatives n'arrangent rien et cèdent à de dangereuses utopies, par exemple pour la réintroduction des loups ou des ours aussi bien que pour l'interdiction du glyphosate.

Faut-il craindre le Mercosur et le poulet ukrainien ? La production de viande baisse depuis quelques années, mais c'est sans doute plus sous les coups de boutoir des propagandistes idéologisés de la pratique végétarienne et des mesures de luttes contre les éleveurs dont les vaches sont censées polluer le monde, que du fait des importations étrangères. Les agriculteurs redoutent l'importation massive de viande depuis la Nouvelle-Zélande après la prochaine signature d'un accord de libre-échange avec ce pays dont le niveau de vie et de salaires est comparable, voire un peu supérieur, à celui de la France. En effet, l'agriculture néo-zélandaise est efficace et compétitive parce

que depuis la réforme engagée il y a quarante ans par les socialistes, elle n'est quasiment pas subventionnée, mais elle est libre.

Le RN se fait le champion des agriculteurs en proposant de fermer les frontières de l'Europe et d'augmenter les subventions qui leur sont allouées. Le problème est plutôt que les prix agricoles sont devenus artificiels et donc illisibles à force d'être contraints et aidés jusqu'à en être détruits. Il vaudrait mieux que les agriculteurs retrouvent les moyens de vivre de la vente de leurs produits et qu'on cesse de les em... comme disait Pompidou, ceci devant favoriser cela. Pour ce faire, il faudrait faciliter l'agrandissement des exploitations et leur productivité, plutôt que de continuer à continger le marché des terres agricoles via les SAFER qui ne favorisent que les petits arrangements entre amis. Il faudrait que les agriculteurs soient maîtres de leurs prix, de leurs dates de plantation et de récolte, de leurs assolements, de leurs méthodes de travail et des produits ; il faudrait qu'ils consacrent tout leur temps à leur exploitation plutôt que d'en sacrifier une si grande part à l'administration...

Certes, on peut espérer que l'agriculture améliorera toujours la qualité de ses produits et réduira ses nuisances. Mais les agriculteurs savent mieux comment y parvenir que les technocrates de Bruxelles et les écolos bobos. Rêvons que leur révolte tue l'Europe technocratique et fasse revivre celle des libertés.

Jean-Philippe Delsol

Agriculteurs

Le Premier ministre Gabriel Attal a tenté vendredi 26 janvier de répondre lors d'un déplacement dans le Sud-Ouest aux inquiétudes des agriculteurs mobilisés dans de nombreux départements en annonçant l'annulation des nouvelles taxes prévues sur le gazole non routier (GNR), des mesures de simplification et un meilleur contrôle de l'application des lois Egalim par les entreprises qui y sont assujetties.

Ces annonces n'ont pas calmé le mouvement revendicatif mené par les deux principales organisations syndicales agricoles françaises, la FNSEA (et les Jeunes Agriculteurs qui s'y rattachent), dirigée par Arnaud Rousseau et la Coordination rurale, présidée par Véronique Le Floch. Décision a été prise d'installer à compter du lundi 29 janvier des barrages sur les grands axes de la région parisienne pour organiser un véritable siège pacifique de la capitale ainsi que celui de Lyon. Des blindés de la gendarmerie nationale ont été déployés préventivement autour du marché de Rungis qui assure le ravitaillement de la région parisienne.

Un tel mouvement rappelle par son ampleur celui de l'été 1992 alors dirigé contre la nouvelle Politique agricole commune (PAC) de la CEE. On était alors en plein débat sur l'adoption du traité de Maastricht. Cette contestation paysanne avait entériné une fracture entre la FNSEA, ralliée aux principes libéraux prônés par les institutions de Bruxelles, et la Coordination rurale adepte

d'une position nettement plus souverainiste.

Les Français soutiennent massivement les revendications des agriculteurs. Tous les acteurs du conflit mesurent bien que c'est l'avenir du monde paysan français qui se joue sous leurs yeux, d'où la détermination des organisations syndicales et la relative compréhension d'un gouvernement qui se serait bien passé d'une telle épreuve de force. Il reste à savoir si cette dernière va se poursuivre d'une façon ou d'une autre jusqu'au Salon de l'agriculture, traditionnel rassemblement annuel majeur du secteur. Il reste aussi à constater si cette mobilisation exceptionnelle aura des conséquences sur le scrutin européen prévu au mois de juin prochain.

Jérôme Besnard.

Immigration ou robotisation ?

L'immigration, une solution adéquate pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre se profilant dans certains secteurs d'ici à la prochaine décennie ? Oui, a affirmé le ministre de l'Industrie Roland Lescure. Cette réponse poli-

tique élude la piste de la modernisation industrielle par l'innovation technologique. Or la France accuse dans ce domaine un retard considérable sur ses voisins européens, les États-Unis et plusieurs géants du continent asiatique.

Cette déclaration du ministre de l'Industrie sur France Info a déclenché les passions : l'industrie française aura besoin de « 100 000 à 200 000 » étrangers « dans les dix ans qui viennent », a lancé le 25 novembre Roland Lescure, appelant à « un recours à l'immigration » pour que la France « soit à nouveau une nation industrielle, écologique et souveraine ».

Selon les calculs du ministre délégué, « 1,3 million d'emplois devront être pourvus dans l'industrie au cours des dix prochaines années ». Première piste proposée pour répondre à ce défi économique : « Mettre le paquet sur la formation » et « aller chercher les jeunes dans les banlieues », où le chômage reste bien plus élevé que la moyenne nationale.

Deuxième axe de réflexion : recruter des « talents étrangers ». « Si on arrive à former 800 000 à 900 000 jeunes, ce sera exceptionnel. Il en manquera encore 100 000 à 200 000 qu'il faudra sans doute al-

ler chercher ailleurs ».

L'analyse du ministre de l'Industrie omet une solution pourtant d'actualité, qui permettrait de pallier la vacance des postes d'ici à la prochaine décennie : celle de la robotisation et de l'intelligence artificielle.

Industrie, médecine, automobile, services... Les machines de nouvelle génération sont partout, très souvent capables de se substituer à l'humain sur des tâches hautement techniques, répétitives ou potentiellement dangereuses. Et la modernisation de l'économie, c'est un domaine dans lequel la France se démarque... par son retard. Selon la Fédération internationale de la robotique, en 2021, l'industrie française comptait 163 robots pour 10 000 employés. À titre de comparaison, la Corée du Sud enregistre 1 000 robots industriels pour 10 000 salariés, suivie par Singapour avec 605 robots pour 10 000 employés. Outre-Rhin, l'Allemagne a même dépassé la Chine avec une densité de 397 robots industriels pour 10 000 employés.

Ce sous-développement robotique en France s'explique, notamment par un coût du travail trop élevé, un droit du travail trop rigide, mais aussi une fiscalité trop lourde. Autant de facteurs qui ont entravé les

mentaire de 438 pages, piloté par Sabrina Sebaihi, députée (EELV-NUPES), et publié le 23 janvier, dénonce le scandale des violences sexistes et sexuelles dans le milieu sportif en mettant en cause la gouvernance du monde sportif, son entre-soi et sa loi du silence. L'actuelle ministre de l'Éducation, Amélie Oudéa-Castéra, par ailleurs rudement chahutée pour avoir mis ses fils dans l'enseignement privé, est dénoncée dans ce rapport pour son inaction quand elle dirigeait la Fédération française de tennis puis quand elle était ministre des Sports. Elle a dénoncé un travail « militant » et « instrumentalisé à des fins politiques. » et a reçu le soutien de 40 dirigeants du sport français.

■ **Lecture** : Un rapport des députés Genevard (LR) et Le Vigoureux (LREM), présenté le 24 janvier, fait un état des lieux consternant sur les capacités de lecture des jeunes Français, qui met en cause les méthodes pédagogiques et les manuels utilisés par l'école primaire ainsi que l'envahissement du numérique.

■ **Solitude** : Selon une enquête annuelle de l'Observatoire de la philanthropie, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des solitudes le 23 janvier, 12 % des Français se trouvent en situation d'isolement total, et une personne sur 3 n'a aucun ou qu'un seul réseau de sociabilité.

■ **Immobilier** : Le Conseil d'analyse économique (CAE), rattaché au Premier ministre, conteste, dans une étude publiée le 26 janvier, l'efficacité de la politique mise en place pour rénover

Abonnement à La Nation Française

1 an = 20 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paielement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000>

Merci de signaler par mail, votre réabonnement

Paielement par virement possible. Rib sur demande.

frederic.aimard@gmail.com

les logements français afin qu'ils consomment moins d'énergie. Les diagnostics de performance énergétique (DPE) s'avèrent incapables de prévoir la différence effective de consommation entre une « passoire thermique », classée F ou G, et un logement isolé et classé A ou B.

Le 25 janvier la mairie de Paris a demandé au Premier ministre, par un courrier officiel de l'adjoint au logement Jacques Baudrier, de repousser le délai prévu pour l'interdiction de louer des logements classés en G, afin de laisser aux copropriétés le temps de faire faire les travaux jugés nécessaires (il faudra aussi, probablement, changer une loi impossible).

■ **Sottise :** Deux militantes écologistes ont lancé de la soupe en boîte sur la vitre protégeant la Joconde au musée du Louvre le 28 janvier.

■ **Européennes :** Manon Aubry a annoncé le 28 janvier qu'elle sera en tête de la liste LFI pour les élections européennes du 9 juin. Les sondages la créditent de 7,5 % des suffrages.

■ **Handball :** L'équipe de France masculine a remporté son quatrième titre de championne d'Europe, le 28 janvier à Cologne (Allemagne), face au Danemark (33 à 31). Mais la Suède, qui avait été battue par la France en demi-finale, a déposé une réclamation...

■ **Disparition :** Le journaliste économique Jean-Michel Quatrepoint est mort le 26 janvier à 79 ans.

entreprises dans l'actualisation de leurs produits, les contraignant à céder des sociétés et des brevets à des acteurs étrangers. À cela, il faut ajouter un goût du risque bien moins prononcé que chez nos voisins et des obstacles culturels. En Asie, la machine collabore avec l'homme, tandis que dans les pays occidentaux, les robots sont perçus comme un risque plutôt qu'une opportunité.

Intuitivement, on imagine que la mécanisation des emplois par la robotisation conduit à la disparition des postes tenus par des ouvriers peu qualifiés et bénéficie aux cadres qualifiés dont les activités sont complémentaires à celles de la machine. La réalité est plus complexe, selon plusieurs études. Si l'introduction de robots détruit autant d'emplois qu'elle en crée, la cause de ce phénomène prend sa source non pas tant dans l'opposition emplois substituables et emplois complémentaires que dans un clivage entre les entreprises qui adoptent la technologie et celles qui ne l'adoptent pas.

Que ce soit aux États-Unis, en France ou encore aux Pays-Bas, les sociétés qui modernisent leur outil de production connaissent une forte hausse de leur productivité, de leur valeur ajoutée (de 20 %

entre 2010 et 2015 en France) et, par ricochet, de leurs parts de marché. Cela leur permet ensuite d'augmenter leurs effectifs de salariés. *A contrario*, les entreprises réfractaires à la technologie se retrouvent désavantagées et doivent *de facto* se délester de leurs employés, qualifiés ou non.

Une étude portant sur des séries de données à long terme (1994-2015) confirmait en 2020 cet effet positif global sur l'emploi, y compris peu qualifié, en France. L'année dernière, l'IREF (Institut pour la recherche économique et fiscale) avait déjà souligné la corrélation existant entre hauts niveaux d'investissements robotiques et faible taux de chômage au sein des nations à la pointe de la « *roboéconomie* ».

Évoquant les « *talents particuliers qui vont manquer* », Roland Lescure, dans cette interview sur France Info, a notamment cité le métier de soudeur. Très prisées dans les entreprises automobiles, aéronautiques ou encore navales, les compétences en soudage nécessitent des qualifications auxquelles répond, partiellement, la robotisation, de l'automatisation de différents procédés jusqu'au contrôle de la qualité des soudures. En témoigne l'essor du marché mondial du soudage

robotisé, qui pourrait atteindre 10 milliards d'euros d'ici 2027, avec un taux de croissance annuel évalué à 8,83 %.

Pour l'heure, le robot ne se substitue pas totalement à la main du salarié hautement qualifié dès lors qu'il s'agit de réaliser des soudures sensibles, par exemple dans les domaines du nucléaire ou de l'armement. En revanche, sur ce métier en tension, l'industrie a déjà été contrainte d'obvier au manque de personnel en se tournant vers la mécanisation : « *3 000 postes de soudeurs sont offerts chaque année sur le marché de l'emploi. Faute de le pouvoir, l'industrie se tourne vers le robot* », nous informe Pôle Emploi. Dominique Cabar, responsable du pôle industriel de Grainville, confirme par ailleurs qu'il existe « un gros besoin de robotisation au sein des entreprises ».

Cette profession est donc sujette à une profonde transformation. L'enjeu présent et futur pour les entreprises du secteur consiste à recruter non pas tant du personnel soudeur que des travailleurs qualifiés capables de faciliter l'implantation, l'accompagnement et le développement de ces technologies. Qui vont encore évoluer.

Dans les années qui viennent, grâce à l'émergence de l'intelligence

Les Amis de la librairie Gay-Lussac-Fenêtre-sur-l'Asie

vous proposent d'assister vendredi 2 février à 19 h 00 à la conférence de Fabrice Monnier, historien

Les colonnes infernales d'Atatürk et l'Anatolie de 1919 à 1923.

Elle sera suivie d'un apéritif

49, rue Gay-Lussac 75005 Paris

PAF : 5 €

Inscrivez-vous : lesamisgaylussac@gmail.com

Nous organisons un événement à la librairie tous les premiers vendredis du mois. POUR ADHÉRER : Association Les amis de la librairie Gay-Lussac Fenêtre-sur-l'Asie.

Adhésion de 30 € <https://forms.gle/yaM1s3qALZN2BZ>

artificielle, les processus de mécanisation continueront à se développer, s'optimiser, s'accélérer. À l'instar d'autres sociétés comme Boston Dynamics ou Engineered Arts, Elon Musk a déjà dévoilé en octobre 2022 son robot humanoïde Optimus, que Tesla espère un jour produire par « millions » pour « *transformer la civilisation* », pariant sur des premières livraisons d'ici trois à cinq ans. Comme le rapporte Forbes, plusieurs secteurs, dont celui de l'industrie, se verront définitivement impactés par cette révolution technologique.

Alors même que nous venons d'assister à une rupture anthropologique avec l'arrivée de ChatGPT, le 30 novembre 2022, le ministre de l'Industrie plaide encore pour un recours à l'immigration afin de subvenir aux besoins de recrutement de la prochaine décennie. Bien malin celui qui saurait prédire l'état technologique du monde à cette échéance. « *OpenAI nous a fait entrer dans une phase d'accélération technologique inouïe. L'unité de temps pertinente pour appréhender les innovations est désormais le mois, si ce n'est la semaine* », rappellent dans *Le Figaro* l'essayiste Olivier Babeau et le Dr Laurent Alexandre.

Des millions d'emplois vont disparaître et de nouveaux emplois qualifiés s'appêtent à apparaître. Plutôt que faire entrer sur le territoire une nouvelle vague d'étrangers, la France serait mieux inspirée de rattraper son retard en matière de robotisation et de créer les conditions favorables à l'investissement dans l'intelligence artificielle, à la hauteur

de cet enjeu cardinal du XXI^e siècle.

Étienne Fauchaire

Saint Valentin

Les amis et les amoureux ont rendez-vous le mercredi 14 février 2024. La Saint Valentin, au-delà de l'aubaine commerciale, demeure un moment incontournable. En France, dans le département de l'Indre, il existe même une commune qui porte ce nom célèbre et qui en fait sa vitrine numérique en dehors des frontières hexagonales.

Cette fête est souvent l'occasion d'offrir fleurs, cadeaux et billets doux, en tous genres. Une tradition païenne, puis récupérée par l'Église, qui a été célébrée par les Grecs et les Romains, autour de la fertilité, des célibataires et du mariage. Mais c'est le Pape Gélase I^{er} (aux alentours de 498) qui a déterminé cette date pour fêter trois saints martyrs portant le nom de Valentin. Cette coutume est largement répandue sur la planète, parfois avec des dates différentes. Oublier ce jour dans un couple génère des remarques acerbes !

Messe, certificat, déjeuner festif, bureau de poste temporaire... Tout y est prévu (et même sur 4 jours) pour satisfaire les amoureux transis qui se pressent à Saint-Valentin (au cœur du Berry), village jumelé avec une ville autrichienne et une autre japonaise.

Du dessinateur Peynet au chanteur Georges Brassens, les amoureux ont été croqués et chantés. On trouve même de nombreux sites web proposant des idées pour celles et ceux qui n'en auraient pas. À la différence

des vœux échangés par SMS, il n'existe pas encore de statistiques à l'occasion de la Saint-Valentin. Sans doute qu'un petit bouquet de fleurs est plus apprécié qu'un texto rédigé en langage phonétique. Comme le disait Rivarol « Pour aimer assez, il faut aimer trop ».

Et si vous laissez passer la prochaine Saint Valentin, ce qui risque de vous poser quelques problèmes, sachez que cette fête tombera en 2025, un jeudi.

Philippe Buron Pilâtre

Chærs étudianz

Au mois de mai 2023, un examen rédigé en écriture inclusive avait engendré une polémique à l'université Lumière Lyon 2. Le même enseignant de droit vient de récidiver, en incitant de surcroît ses étudiants à agir de même.

À l'époque, il s'agissait de l'histoire d'Arti et Maki définis comme des « *Allemands non-binaires* » — autrement dit ne se sentant ni homme ni femme — dont on précisait qu'« *ils vivent en France* ». Après avoir eu un enfant, ils souhaitent divorcer. Cela posait donc un certain nombre de problèmes. Dans le libellé, on trouvait des graphies aussi inattendues que « *les professionnals de santé* », « *Arti s'en est ouvertx* » ou « *l'enfant a été reconnux à l'état civil* ». Pour l'enseignant, il s'agissait de ne pas « mégenrer » les personnes, mais sans employer les points médians et en utilisant des astérisques. Il existe en effet de multiples écritures inclusives, entre lesquelles il faut choisir, à

moins d'inventer la sienne propre... Bon prince, l'intéressé acceptait que ses étudiants répondent en utilisant le « français standard ou inclusif, avec la forme d'inclusivité » qu'il préfère. Dans cet esprit, le même professeur leur a récemment adressé un courriel destiné à les aider à avancer dans la voie de l'inclusivité :

« *Chærs étudianz, pour que vous ne soyez pas trop surpriz par les modalités de langage inclusif que j'utilise, je vous adresse les liens vers les deux grammaires que j'utilisent alternativement à l'oral ou l'écrit* », mentionnant ainsi la Grammaire du français inclusif et la Grammaire du français hors sexe. Et de les renvoyer à un texte expliquant « les raisons qui [l'] ont conduit à partir de 2017 à user progressivement d'un tel langage inclusif ».

Du coup, le maire de la commune de Bron, où se trouve l'essentiel de cette université, a demandé : « À quand l'utilisation obligatoire du français ? Nous savons que le ridicule ne tue pas mais quand même ».

Précý

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015
Nanterre

N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

■ **Inde :** Le président Macron était l'invité d'honneur du président Modi le 26 janvier pour le 75^e anniversaire de la Constitution de l'Inde, avec une visite d'État de deux jours dans le Rajasthan.

■ **États-Unis :** Le produit intérieur Brut des États-Unis aurait crû de 2,5 % en 2023, au lieu de 1,9 % en 2022. Joe Biden s'est réjoui que les prédictions des experts sur une imminente récession ont été ainsi démenties.

■ **Texas :** La Cour suprême américaine a autorisé, le 22 janvier, la police fédérale à démanteler les barbelés installés par le Texas sur une portion de 3,7 km de sa frontière avec le Mexique à Eagle Pass. La Cour suprême estime que la question de la protection des frontières est une question relevant de la police fédérale des frontières et non de la garde nationale des États. Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, partisan de Donald Trump, n'entend pas se laisser faire alors que 10 000 migrants tentent chaque jour de passer illégalement la frontière du sud des États-Unis.

■ **Finlande :** Le premier tour de l'élection présidentielle a eu lieu le 28 janvier avec 9 candidats. Alexander Stubb, ancien Premier ministre et candidat du Parti de la coalition nationale (centre-droit), est arrivé en tête avec 27,2 % des suffrages. Pekka Haavisto, ancien ministre des Affaires étrangères, membre de la Ligue des verts mais qui se présentait en indépendant, arrive en deuxième avec 25,8 %.

Israël

À près de quatre mois suivant l'attaque terroriste du Hamas – où, parmi les 1 200 morts avérés, figuraient 42 ressortissants français –, Israël se trouve confronté à une incertitude aux multiples aspects. Il y a tout d'abord les quelque 104 otages toujours retenus, 28 étant supposés décédés. Justement a été annoncée une réunion, le 29 janvier à Paris, des chefs du renseignement d'Israël, de l'Égypte et du Qatar en vue de négociations pour un nouvel accord. De leur côté, des milliers de personnes ont participé, le 27 lors de la journée internationale de commémoration de la Shoah, au rassemblement hebdomadaire de Tel-Aviv pour réclamer leur libération. Cette seizième manifestation consécutive sur la place des Otages a commencé par une prière pour la sécurité et le bien-être des soldats de l'armée israélienne à Gaza. Le rassemblement se tenait après la mort de 24 soldats en une seule journée, lors de l'effondrement de deux bâtiments; globalement, on dénombre plus de 200 militaires tués depuis le début des opérations dans l'enclave palestinienne.

Il faut aussi tenir compte des manifestations contre Benjamin Netanyahu, à Tel-Aviv et devant son domicile de Césarée, pour réclamer son départ. Non seulement parce qu'il est tenu pour responsable de la non-libération des otages, mais aussi en raison de toute sa politique passée et de sa situation judiciaire personnelle: son procès pour corruption doit reprendre en février.

Si le Premier ministre conserve des partisans,

il n'en existe pas moins beaucoup de dissensions dans un pays déjà naturellement divisé entre toutes ses tendances politiques et religieuses. Depuis le 11 octobre, un cabinet de guerre rassemble cinq dirigeants dont deux représentants de l'opposition; on perçoit sans mal tout ce qui les oppose, que ce soit pour dégager des responsabilités dans l'attaque du Hamas ou pour déterminer la stratégie actuelle – qui concerne aussi le Hezbollah au Liban sans oublier la Syrie et l'Iran, voire le Qatar qui, malgré sa position de médiateur, est vilipendé par Benjamin Netanyahu et des membres de l'extrême droite de son gouvernement.

Enfin, à l'international, Israël ne jouit plus de la même sympathie qu'au lendemain du 7 octobre. Outre les diverses manifestations qui, à travers le monde sous couvert d'aider Gaza, prennent un tour souvent antisémite, il y a les délicats rapports avec l'ONU. D'abord, la Cour internationale de justice de La Haye, sollicitée par l'Afrique du Sud pour condamner le « génocide » à Gaza, a demandé à Israël de le prévenir. Ensuite, son agence pour les réfugiés palestiniens, l'Unrwa, a dû se séparer de certains employés palestiniens, accusés d'être impliqués dans l'attaque du Hamas, ce qui a entraîné la suspension des fonds versés par plusieurs pays, dont les États-Unis et la France. Et ce ne sont pas les quelques manifestations de Gazaouis contre le Hamas ou ses oppositions internes qui peuvent contrebalancer tous ces aspects négatifs.

Jean Étèvenaux

États-Unis

Deux fois battue par Trump en Iowa et au New Hampshire, Nikki Haley n'a pas jeté l'éponge. Elle peut se le permettre parce que si elle n'a pas gagné dans ce petit État de Nouvelle-Angleterre limitrophe du Québec, elle a réduit l'écart à 11 points (54 % contre 43 %). Le 24 février, l'État suivant à se prononcer est celui de Caroline du Sud où elle est née en 1972, a été élue représentante puis gouverneur deux fois entre 2011 et 2017. Elle ne pouvait décemment se retirer à la veille de cette échéance, même si elle était donnée largement perdante, l'électorat républicain comme en Iowa étant très conservateur. Au New Hampshire en revanche les électeurs indépendants, non enregistrés comme républicains ou démocrates, pouvaient voter. Ce sont eux qui ont grossi les rangs des républicains dits modérés ou non-trumpistes. Plusieurs États qui doivent voter en mars sont dans ce cas. Nikki Haley souhaiterait donner une voix à cet électorat. Elle ne devrait pas se retirer de la course avant mars.

On prête à Nikki Haley le calcul de se positionner à la convention républicaine comme candidate à une vice-présidence. Elle l'a démenti. Peut-être vise-t-elle l'élection suivante en 2028. Si elle peut continuer, c'est qu'elle dispose d'un trésor de guerre non négligeable qui lui a permis de dépenser pour le seul New Hampshire deux fois plus que Trump. Ces financiers seront sans doute au rendez-vous dans quatre ans, son bilan n'ayant pour le moment rien de déshono-

rant. Elle pourrait servir aussi de plan B si Trump était finalement empêché.

Sa réputation de « modération » ne repose que sur quelques nuances. Son grand avantage vu d'Europe est son internationalisme qui tient au fait qu'elle a servi deux ans (2017/8) comme ambassadrice auprès de l'ONU. Elle ne se distancie pas de Trump sur le climat ou l'immigration ou la souveraineté. Par contre elle n'est pas isolationniste comme Trump, mais interventionniste. Elle soutient l'effort de guerre en Ukraine alors que la majorité républicaine à la Chambre des Représentants a gelé les fonds. D'une manière générale, Nikki Haley s'apparente plutôt au courant néo-conservateur qui prévalait avec George W. Bush au temps de la guerre en Irak.

À l'intérieur, on ne saurait oublier qu'elle est une fille du Tea Party, ce mouvement anti-impôts et anti-fédéral qui a déjà donné un personnage aussi intrépide que Sarah Palin, ex-gouverneur de l'Alaska, candidate à la vice-présidence aux côtés de McCain contre Obama en 2008.

Côté diversité, les médias soulignent le fait qu'elle a été la première « femme de couleur » à être élue gouverneur d'un État. Les Américains appellent « couleur » tout ce qui a une goutte de sang non blanc ! En l'occurrence Nimarata Nikki Randhawa, de son nom de naissance, est la fille de parents sikhs arrivés du Pendjab indien en 1969 (elle s'est convertie après son mariage avec un protestant méthodiste). Or contrairement à l'opinion commune, la diaspora indienne aux États-Unis est

très conservatrice. Un autre candidat aux primaires républicaines, qui a jeté l'éponge après l'Iowa, s'appelait Vivek Ramaswamy.

On doit néanmoins à Nikki Haley d'avoir amené le drapeau confédéré qui continuait de flotter au sommet du capitol de l'État. C'était après la tuerie de Charleston en 2015 par un suprémaciste blanc.

Dominique Decherf

Eau

Le 23 janvier s'est déroulé au siège parisien de l'Académie d'Agriculture une conférence organisée par le Carrefour des Acteurs sociaux (CAS), dirigé par Joël Broquet, avec l'appui de l'Observatoire du Sahara et du Sahel, organisation basée à Tunis, du Réseau international des Organisations de bassin et du Partenariat eurafricain.

Laurent Dornon, responsable du pôle agriculture du CAS, animait la réunion qui rassemblait plus d'une cinquantaine de participants très divers. Ancien haut-fonctionnaire dans les domaines forestier et maritime, Patrice Vermeulen a rappelé en introduction qu'il était fondamental pour l'humanité de maîtriser l'eau dont le cycle est affecté par le réchauffement climatique. Jean-François Donzier ancien directeur général de l'Office international de l'eau a ensuite plaidé pour une gestion intégrée des ressources en eau pour répondre aux menaces qui pèsent sur les agriculteurs.

Expert de l'eau dans l'agriculture africaine, l'universitaire Jean Albergel a entrepris de démontrer que

l'agriculture était probablement l'un des moyens d'atténuer à terme les effets du réchauffement climatique qui provoque pour l'instant sécheresse prolongée et inondations. Pour l'Observatoire du Sahara et du Sahel, représenté par Nabil Ben Khatra, le potentiel hydrique est considérable en Afrique malgré une grande disparité entre les régions. Enfin Guy Fradin, membre de l'Académie d'Agriculture, a donné quelques raisons d'espérer à partir des initiatives internationales qui se multiplient au sujet de l'eau.

Jérôme Besnard

Jussi Halla-aho, du Parti nationaliste finlandais, est troisième avec seulement 19 % alors que les sondages lui prédisaient beaucoup plus. Le second tour entre les deux premiers aura lieu le 11 février.

■ **Tanzanie** : La présidente Samia Suluhu s'est prononcée, le 22 janvier, pour le retour chez eux des 250 000 réfugiés étrangers (Burundais, Rwandais, Congolais...) actuellement présents sur le sol tanzanien.

■ **Russie** : Un avion de transport Il-76 s'est écrasé le 24 janvier dans la région de Bolgorod. Selon les Russes, il transportait 65 prisonniers ukrainiens et il aurait été victime d'un missile ukrainien.

■ **Allemagne** : Un rapport de 800 pages a été rendu public le 25 janvier recensant 2 225 victimes d'agressions sexuelles au sein des 20 Églises qui composent l'Église protestante en Allemagne (EKD).

■ **Gaza** : Après que le gouvernement israélien a four-

ni des indices que plusieurs employés palestiniens de l'Agence de l'Onu pour les réfugiés palestiniens à Gaza (Unrwa) avaient participé à l'attaque du 7 octobre, la plupart des pays occidentaux ont suspendu leur financement à cet organisme humanitaire.

■ **Jordanie** : Trois soldats américains ont été tués (et au moins 34 blessés) par une attaque de drone le 28 janvier dans le nord-est de la Jordanie. Le président Biden a accusé des milices pro-iraniennes et a promis une réplique. L'Iran a démenti toute implication.

■ **Turquie** : Deux hommes habillés en noir et masqués sont entrés dans l'église catholique Santa-Maria à Istanbul, le 28 janvier pendant la messe, tuant un fidèle avant de repartir sans être inquiétés. Les autorités disent avoir arrêté deux suspects et ne pas privilégier la piste terroriste mais il y a eu une revendication de l'État islamique.

■ **Afrique** : Les régimes militaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont annoncé, le 28 janvier, qu'ils quittaient, sans délai, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. La Commission de la Cédéao a publié un communiqué conciliant.

■ **Afrique** : La présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, a accueilli à Rome, les 28 et 29 janvier, un sommet Italie-Afrique en présence de représentants de vingt-six pays du continent africain.

■ **Chine** : Le géant immobilier Evergrande, qui a une dette de 300 milliards de

dollars, a été mis en liquidation judiciaire le 29 janvier par un juge de Hong Kong.

■ **Libye :** Le Premier ministre (à Tripoli) Abdelhamid Dbeiba a invité le prétendant au trône Mohamed Reda Senoussi, petit-neveu du roi Idris, soutenu par les Frères musulmans, le Qatar et la Jordanie, et qui réside actuellement à Istanbul, à une visite officielle dans son pays le 9 février. Il devrait être logé au palais présidentiel.

■ **Tourisme :** *L'Icon of the Seas*, récent plus gros paquebot du monde, propriété de la compagnie américaine Royal Caribbean – 365 m de long, 250 800 tonnes, 2 805 cabines, 5 610 passagers, 2 350 membres d'équipage, construit à Turku en Finlande – est parti de Miami le 27 janvier pour sa première croisière, dans les Caraïbes.

■ **Transport aérien :** La compagnie irlandaise Ryan Air, qui transporte plus de 180 millions de voyageurs par an, a annoncé une chute de 93 % de ses bénéfices (de 14,8 millions d'euros à 2,7 milliards) au troisième trimestre 2023. Hausse du prix du kérosène et hausse des salaires des pilotes expliquent notamment ce résultat.

■ **Corée :** La Corée du Nord a tiré plusieurs missiles de croisière en direction de la mer Jaune, sans doute depuis un ou plusieurs sous-marin(s), le 28 janvier.

C'est dans les locaux de l'Académie d'Agriculture de France à Paris que s'est tenue, le 23 janvier dernier, une soirée de conférences organisée conjointement par l'Académie et le Carrefour des acteurs sociaux sous l'intitulé : « *Eau et changement climatique : et s'il était déjà trop tard ?* ».

Pour répondre à cette question plutôt inquiétante, plusieurs intervenants particulièrement instruits du sujet se sont succédé à la tribune, à commencer par Jean-François Donzier, ancien Directeur général de l'Office international de l'eau qui a brossé un tableau général de la situation. Oui, le réchauffement climatique est bien là, avec des perspectives de hausse plus proches des 4° que des 2° prônés par l'Accord de Paris de 2015 et c'est bien l'eau qui est l'une des principales victimes de cet état de fait. Plus encore que la sécheresse, ce sont les inondations qui en sont les conséquences les plus frappantes, avec des perspectives de crues centenales non plus tous les siècles mais tous les 20 ans, sans oublier la fonte des glaciers et la modification du régime des cours d'eau, affectant aussi bien la navigation que le refroidissement des centrales nucléaires.

Pour y remédier, plutôt que des réglementations contraignantes, l'orateur, fort de l'expérience acquise par la directive-cadre sur l'eau de 2000 de l'Union

européenne, préconise une gestion intégrée de la ressource en eau passant par une organisation et des financements adaptés. S'agissant de l'organisation, il invite les acteurs concernés à travailler à l'échelle des districts hydriques institués par cette directive, eux-mêmes inspirés des bassins versants hydrographiques existant déjà en France. Il s'agit de mettre tout le monde autour de la même table et de prendre en compte tous les usages des eaux, qu'elles soient superficielles, souterraines ou côtières.

Le premier travail est de réunir toutes les données disponibles ou à rechercher, puis d'associer les populations en les informant et en les alertant en cas de nécessité et enfin d'arrêter un plan d'action pluriannuel à long terme décliné en programmes opérationnels à plus court terme, et ce, dans le but de rationaliser l'utilisation de l'eau par la réalisation d'économies, la réutilisation des eaux usées et la constitution de réserves.

Quant aux financements, il conviendrait de tripler les dotations existantes par une bonne combinaison des trois T, des taxes ajustées, des tarifs progressifs acceptés et des transferts intégrant des péréquations comme celles résultant de l'application du principe pollueur-payeur. Vaste travail, notamment pour les pays en voie de développement, mais travail accessible néanmoins.

Parmi les activités particulièrement concernées par le sujet, figure en bonne place l'agriculture comme l'a bien montré Jean Albergel, Directeur de recherche émérite à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). L'agriculture est en effet une des premières victimes des conséquences sur l'eau du changement climatique. Elle a aussi sa part de responsabilité dans cette réalité tout en apportant des solutions pour y remédier, les sols constituant de solides puits de carbone.

De fait, tant la sécheresse que les inondations compromettent les activités agricoles. L'une comme l'autre affectent aussi bien les productions que les sols, de même que les infrastructures et les écosystèmes. Pour faire face à cette situation récurrente, des solutions existent, comme le stockage de l'eau en période d'abondance et son détournement quand elle est excédentaire. C'est par un juste équilibre entre les savoirs traditionnels et la recherche scientifique qu'une voie pourra être trouvée.

S'il est un continent particulièrement touché par la perturbation du cycle de l'eau en raison des évolutions climatiques, c'est bien l'Afrique. Pourtant, d'entrée de jeu, Nabil Ben Khadra, Secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) estime que les solutions existent. C'est en tout cas ce à quoi s'attelle son organisation qui re-

Eau et changement

climatique

par Fabrice de Chanceuil

groupe 26 États africains, 7 États non africains dont la France et 12 organisations internationales dans le but d'appuyer les pays membres africains dans la gestion durable de leurs ressources naturelles à partir de quatre approches : la biodiversité, la terre, le climat et l'eau.

Chaque région couverte par l'organisation (Nord, Est, Ouest) fait l'objet d'un programme particulier adapté à sa situation. Bien loin de considérer que l'eau est condamnée à être une source de conflit, l'OSS est convaincue que l'eau peut être un facteur de paix, comme en atteste l'action conduite dans le parc naturel transfrontalier W-Arly-Pendjary entre la Bénin, le Niger et le Burkina-Faso autour du thème de la transhumance des troupeaux.

Même si elles sont souvent considérées comme des cénacles plus enclins à la discussion qu'à l'action, Guy Fradin, conseiller du Président du Conseil mondial de l'eau, a conclu cette soirée en souhaitant montrer des raisons d'espérer dans les institutions internationales. L'existence d'une hydrodiplomatie est indispensable mais celle-ci est aujourd'hui gênée par un trop grand nombre d'agence des Nations-Unies investies dans le domaine de l'eau, entraînant un manque de transversalité et de cohérence.

Pourtant, alors qu'un milliard d'êtres humain n'a pas

d'accès à l'eau et que deux milliards d'entre eux n'ont pas accès à l'assainissement, on peut constater des progrès depuis l'adoption, en 2000, par l'Organisation des Nations-Unies (ONU), des Objectifs du millénaire, suivies, en 2015, par les Objectifs de développement durable à atteindre en 2030, dont l'objectif 6 est spécialement consacré à l'eau. Il est peu probable qu'il sera atteint à l'horizon fixé mais il témoigne d'une vraie prise de conscience au niveau mondial, tandis que d'autres outils sont mis en place comme la nomination attendue d'un délégué international sur l'eau et la tenue de plusieurs conférences consacrées spécifiquement à l'eau, notamment cette année un One Water Summit à l'initiative de la France et du Kazakhstan.

Comme les questions émanant de la salle ont pu permettre de l'expliquer, les esprits ne sont pas encore assez mûrs, au niveau mondial, pour considérer l'eau comme un bien commun tel qu'en France. Mais ce qui est certain, c'est que si l'eau manque, c'est moins par sa rareté que par sa mauvaise utilisation de telle sorte qu'il est possible, par une volonté politique affirmée et partagée, d'en disposer davantage et d'en effectuer une meilleure répartition.

Par conséquent, en réponse à la question initialement posée, il n'est donc pas trop tard et ça, c'est vraiment une bonne nouvelle. ■

Réarmement

Notre président veut réarmer tous azimut. L'école, la natalité, le civisme... Il est épaulé par un demi-gouvernement qui ne dispose pas de majorité à l'Assemblée nationale, sauf pour passer des lois sociétales discutables. Les Français, eux, sont plutôt inquiets de voir leurs factures d'électricité augmenter de façon spectaculaire. De fait, mettre à la casse nos chaudières à fioul ou à gaz pour se chauffer à l'électrique s'avère coûteux et rend méfiant !

Réarmer l'école semble nécessaire, au moins pour le public, le privé est mieux géré, moins enclin à la grève, plus performant, mais toujours décrié par la gauche qui préfère attaquer une belle école comme Stanislas plutôt que de prendre exemple sur elle pour l'école publique ! Sans oublier que nos chers ministres lui font confiance pour leurs propres enfants...

L'école, l'école, l'école a clamé le président pendant sa conférence de presse, il pensait sans doute au général de Gaulle qui fustigeait ceux qui clamaient l'Europe, l'Europe, l'Europe et qui ne donnaient rien de concret dans leurs propos. Le problème, c'est qu'Emmanuel Macron se fustigeait lui-même. Au gouvernement depuis 6 ans, ce n'est pas en faisant valser les ministres de l'éducation nationale qu'il réarmera l'école !

Natalité ? On touche là un problème central. Si notre pays n'est plus capable de renouveler sa population alors qu'elle est fortement aidée par l'immigration depuis 40 ans (1), on ne voit

pas très bien comment on va réussir à conserver notre modèle social, nos retraites, nos services publics, nos généreuses prestations. Il semble que notre brillant président ait fini par comprendre qu'il y avait là un vrai problème. Lutter contre l'infertilité est excellent mais ne règlera pas le problème de fond. Raccourcir de 3 ans à 6 mois un congé parental, mieux le rémunérer et le proposer aux deux parents, pourquoi pas ? C'est peut-être mieux pour éviter aux femmes de sortir du marché du travail, mais ce n'est pas cela qui incitera les couples à agrandir leur famille. En parallèle, le projet d'inscrire dans la constitution le droit à l'avortement est contradictoire : une grossesse sur quatre se termine par un avortement. Quel gâchis, quelle tristesse que cet hiver démographique.

Réarmer le civisme enfin, l'idée est louable et sans doute nécessaire. Mais il faudrait cesser de critiquer et d'affaiblir la nation au profit d'une Europe désincarnée. L'électeur se méfie de plus en plus de ces brillants technocrates, partout en Europe, qui se passeraient fort bien des élections puisqu'ils savent ce qui est bon pour le peuple ! Pas facile le réarmement !

Loïc de Guébriant

(1) 678 000 naissances ont été comptabilisées en France en 2023 par l'Insee qui a publié ses chiffres le 16 janvier. La baisse est de 6,6 % par rapport à 2022 et de presque 20 % par rapport à 2010. La fécondité est de 1,68 enfant par femme en 2023, contre 1,79 en 2022 et 1,83 en 2021. Celle des femmes nées à l'étranger est plus forte que celle des femmes nées en France ou en Europe. En 2021, celle des femmes nées en Afrique était de 3,3 et celle des femmes nées au Maghreb de 2,5.

Les diaboliques

Sur la scène, quatre chaises dorées, un grand miroir en pied et sans tain. Une femme, trois hommes, en pack. Je m'indigne, monsieur le juge. Toute mon âme se révolte...

Christophe Barbier imagine Barbey d'Aureville face à la justice. Le livre a été retiré de la vente, faut-il condamner l'auteur? Barbey d'Aureville explique, détaille quatre histoires, édifiantes forcément. Il les présente comme des histoires vraies, dont il a reçu témoignage de première main. S'il les raconte, c'est

tendent le spectateur.

Sur scène, Magali Lange, trois fois femme fatale, Hauteclaire Stassin, Duchesse de Sierra-Leone, jeune Alberte. Entourée de Gabriel Le Doze, Krystoff Fluder et Reynold de Guenyvea. Une distribution solide, un très beau travail de troupe, on les suit en savourant tant leur plaisir à être sur scène, à jouer ces personnages maléfiques est tangible, dans de beaux costumes noirs de Miche Dussarat.

J'avoue avoir pris un pied intégral à assister à la représentation. Je me suis laissé embarquer par les mots, porter par le texte. J'ai savouré l'interprétation, été sensible aux intentions, à la finesse du jeu, au détail de la direction. Si Christophe Barbier est parti du texte de Barbey d'Aureville, sa langue est très actuelle, sans les lourdeurs du XIXe siècle. Il décrit quatre couples d'amants maléfiques qui ne se dissimulent pas totalement, leurs destins s'écrivent devant des témoins qui se taisent. Qui pourraient s'opposer et qui laissent faire. Quel est leur ressort? Ces témoins silencieux devenant victimes ne sont-ils pas les vrais diaboliques?

La salle n'était pas comble. C'est dommage. Un texte passionnant, une mise en scène simple naturelle, un jeu épuré superbement porté par quatre comédiens qui partagent avec le public leur plaisir d'être sur scène. Quatre histoires pour interroger vos valeurs.

Guillaume d'Azémar de Fabrègues

Au Théâtre de Poche Montparnasse jusqu'au 10 mars 2024. Du mardi au samedi : 21h00; dimanche : 17h00. Durée : 1h25. Texte : Christophe Barbier d'après Jules Barbey d'Aureville. Avec : Gabriel Le Doze, Magali Lange, Krystoff Fluder, Reynold de Guenyvea. Mise en scène : Nicolas Briançon.



par altruisme, pour susciter l'horreur devant ces comportements. C'est bien pour ça qu'il les détaille.

Quatre histoires charnelles, animales. Quatre hommes et quatre femmes emportés par leur désir, par un destin qui leur échappe. Sans qu'aucune grâce ne les sauve, sans qu'aucun témoin ne s'interpose, c'est là la principale ambiguïté du recueil de Barbey d'Aureville.

La mise en scène de Nicolas Briançon est simple, naturelle, avec une direction d'acteur méticuleuse qu'on sent ultra-précise. Le texte rebondit d'un comédien à l'autre avec fluidité, c'est un vrai plaisir de le suivre, ponctué de quelques sorties qui dé-